

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Presidentielle-2017-Sciences-Po-fait-debattre-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Présidentielle 2017, Sciences-Po fait débattre les candidats sur l'écologie**

24 février 2017

Présidentielle 2017, Sciences-Po fait débattre les candidats sur l'écologie

Marine Lamoureux,

Mis à jour le 24/02/2017 à 17h37

À l'initiative du think tank La fabrique écologique, un débat sur l'environnement s'est tenu jeudi 23 février à Sciences-Po Paris entre des représentants de sept candidats à la présidentielle.



Entrée de Sciences-Po Paris, 2009. / Franck Fife/AFP

Ils sont sept à la tribune. Face à eux, un « amphi » plein, rempli de quelques militants d'ONG mais surtout d'étudiants mobilisés par l'association Sciences-Po environnement qui, jeudi 23 février, organise la soirée à l'Institut d'études politiques de Paris avec la Fabrique écologique. Leur cahier des charges ? Réagir, au nom des candidats à la présidentielle qu'ils représentent, aux [14 « idées et mesures concrètes »](#) proposées par ce think tank transpartisan.

Parmi les pistes de La fabrique écologique, un plan de rénovation des logements, le remplacement progressif des énergies fossile et nucléaire, la fiscalité écologique ou encore le bio dans les cantines.

Certains des orateurs sont assez connus - Corinne Lepage, qui parle au nom d'Emmanuel Macron, Pascal Durand, ancien secrétaire national d'Europe Écologie les Verts, pour Yannick Jadot ; d'autres le sont moins, comme l'économiste Philippe Murer, qui s'exprime au nom de Marine Le Pen ou le député UDI de la Meuse Bertrand Pancher, pour François Fillon.

« Mythologie » du nucléaire

À 19 h 30, l'ancienne députée de Paris Martine Billard ouvre le bal. « *Aujourd'hui, le niveau d'urgence écologique est particulièrement élevé* », explique la représentante de Jean-Luc Mélenchon, favorable à l'inscription d'une « règle verte » dans la constitution.

L'interdiction de tout projet « *puisant davantage de ressources que ce qui peut être renouvelé* » rendrait impossibles des chantiers « *comme celui de Notre-Dame-des-Landes ou Europacity* », souligne Martine Billard, qui évoque aussi la fin du nucléaire. « *Ce qui signifie la fermeture immédiate de Fessenheim, l'abandon de l'EPR de Flamanville et du site de Bure* » destiné au stockage des déchets les plus dangereux.

« *Benoît Hamon souhaite la sortie du nucléaire* », assure aussi Guillaume Balas, au nom du candidat PS. Dénonçant la « *mythologie* » des pro-nucléaire, le député européen rappelle que la France est dépendante de l'étranger pour l'uranium et doit faire face au vieillissement de ses centrales. En vertu de l'accord conclu avec l'écologiste Yannick Jadot qui a retiré sans candidature, cette sortie est prévue « *à l'horizon 2025* ».

Il est un peu plus de 20 heures quand Pascal Durand révèle que cet accord vient d'être officiellement annoncé sur France 2 par son candidat... qui n'en est plus un. « *Il faut saluer la responsabilité de Yannick Jadot qui privilégie l'intérêt général et le bien commun face au danger de l'extrême droite* », lance l'ancien d'EELV. Applaudissements nourris dans la salle. Mine renfrognée de Philippe Murer.

« L'État stratège »

Ce dernier, pas franchement en terre amie à Sciences-Po, a détaillé un peu plus tôt les positions de Marine Le Pen, sur un sujet peu évoqué par le FN. Lui compte sur « *l'État stratège* » pour encourager la rénovation des bâtiments, avec le soutien d'une « *Banque de France libre* », donc hors de la zone euro ; il compte aussi sur un État fort pour encourager les voitures propres et sur le nucléaire, « *qui permet à la France d'être le pays le moins émetteur de gaz à effet de serre parmi les grands pays occidentaux* ».

Sans pour autant cautionner l'Accord de Paris obtenu lors de la Cop 21 car « *l'échelon supranational n'est pas démocratique* », dit l'économiste, dont la candidate privilégie la « *coopération* » entre pays.

Haro sur la mondialisation

Assis non loin, le représentant de Nicolas Dupont-Aignan se dit aussi résolu à défendre « *le génie nucléaire français* ». Plus clément sur les autres propositions de La fabrique écologique, il estime toutefois qu'il faut remettre en cause « *la mondialisation et l'ordre économique mondial* » pour

promouvoir l'écologie.

« *On ne peut rien espérer, poursuit Jean-Philippe Tanguy, dans le cadre d'un système absurde favorisant le moins disant social et environnemental, avec pour seul objectif la recherche du profit et l'intérêt des multinationales* ».

Loin de ces considérations, Bertrand Pancher rappelle d'emblée que « *le développement économique* » doit rester central. « *Nous sommes en train de construire un pacte de gouvernance UDI/LR* », explique le député.

De fait, son intervention comporte peu de mesures concrètes mais plutôt des grands axes de réflexion, comme le besoin de décentraliser, de développer une « *fiscalité incitative* » et des transports durables. L'élu s'est aussi dit favorable à un « *Grenelle de la santé* », sans toutefois le détailler.

Approche européenne

Les derniers mots reviennent à Corinne Lepage, qui met en parallèle les deux « *fil rouges* » du programme d'Emmanuel Macron : transition écologique et transition numérique, dans une approche « *résolument européenne* ». Pour l'ancienne ministre, il faut préférer aux grands objectifs théoriques des engagements « *concrets et réalistes* ».

Son candidat est favorable à la baisse de 75 % à 50 % de la part du nucléaire dans la production électrique en 2025.. Il mise aussi sur une baisse de 50 % des déchets ménagers à cette date.

Marine Lamoureux